

Décision n° D2024_007

Le président du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du patrimoine, livre V, notamment ses articles L523-4 et L523-5,

Vu l'arrêté de la ministre de la culture et de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en date du 26 juillet 2018 portant habilitation en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du bureau du patrimoine archéologique de la Seine-Saint-Denis,

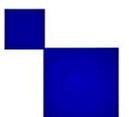
Vu l'arrêté n°2024-001 du préfet de la région d'Île-de-France – Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie en date du 02 janvier 2024 portant prescription de la réalisation d'un diagnostic archéologique sur des terrains situés à Villemomble – 4 avenue Détouche – Section cadastrale S – Parcelles 163 et 261, pour une surface de 190 m², dans le cadre du projet de démolition et reconstruction d'un mur à l'emplacement d'une église et d'une nécropole du VIIe siècle,

Vu la délibération du Conseil départemental n°2021-VII-23 du 1^{er} juillet 2021 lui donnant délégation,

Vu la délibération n°2-1 du 23 février 2017 de la Commission permanente du Conseil départemental relative à l'approbation notamment de la convention-type à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive et de contrats types relatifs à la réalisation de fouilles d'archéologie préventive,

Vu l'arrêté n°2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber directeur général des services ,

décide



- DE RÉALISER le diagnostic archéologique sur les terrains situés à Villemomble – 4, avenue Détouche – Section cadastrale S – Parcelles 163 et 261, pour une surface de 190 m², dans le cadre du projet de démolition et reconstruction d'un mur à l'emplacement d'une église et d'une nécropole du VIIe siècle ;

- DE CHARGER son représentant à signer la convention de réalisation dudit diagnostic à intervenir avec l'aménageur ou son représentant et tout document afférent à cette opération.

Pour le président du Conseil départemental,
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Envoyé en préfecture le 25/01/2024

Reçu en préfecture le 25/01/2024

Publié le



ID : 093-229300082-20240124-D2024_007-AR